

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 janvier 2003
Français
Original: espagnol

Assemblée générale
Cinquante-septième session
Point 66 v) de l'ordre du jour
**Désarmement général et complet : commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**

Conseil de sécurité
Cinquante-huitième année

**Lettre datée du 22 janvier 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement de la République du Panama, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué publié le 20 janvier 2003 par le Ministère des relations extérieures de la République du Panama, au sujet du rapport établi par le Secrétariat général de l'Organisation des États américains sur le détournement d'armes nicaraguayennes au profit des dites Forces unies d'autodéfense de Colombie.

Au nom de mon Gouvernement, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 66 v) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Ramón A. Morales



**Annexe à la lettre datée du 22 janvier 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué publié le 20 janvier 2003 par le Ministère
des relations extérieures au sujet du rapport établi
par le Secrétariat général de l'Organisation des États
américains sur le détournement des armes nicaraguayennes
au profit des dites Forces unies d'autodéfense de Colombie**

1. À la demande de la Présidente de la République panaméenne, Mireya Moscoso, et avec l'aval des Gouvernements colombien et nicaraguayen, le Secrétariat général de l'Organisation des États américains a effectué une enquête sur le bon de commande utilisé par la police nationale panaméenne pour acquérir le lot d'armes nicaraguayennes qui a ensuite été détourné vers la Colombie avant de tomber entre les mains des dites Forces unies d'autodéfense de Colombie, **laquelle a permis de conclure qu'il s'agissait d'un faux document.**

2. L'enquête a été confiée à l'Ambassadeur Morris D. Busby, fonctionnaire à la retraite du Département d'État des États-Unis d'Amérique et ex-représentant de son pays en Colombie, par le Secrétaire général de l'OEA, César Gaviria. À l'issue de celle-ci, un rapport a été établi à l'intention des ministres des affaires étrangères des trois gouvernements, dont copie a également été adressée aux ambassadeurs auprès de l'OEA. **Outre confirmer que le prétendu bon de commande était bien un faux**, ce rapport souligne notamment :

a) Que « **les autorités panaméennes ne sont impliquées ni dans l'achat de ces armes ni dans leur détournement** » vers la Colombie;

b) Que « **le Gouvernement nicaraguayen a manqué à ses obligations découlant des termes de plusieurs des dispositions de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, à laquelle il est partie** », et que de surcroît « **Les autorités nicaraguayennes sont coupables de négligence professionnelle pour n'avoir pas vérifié si la police nationale du Panama était véritablement le destinataire final de ces marchandises.** »

3. La République du Panama, en tant qu'État partie à la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, réaffirme sa volonté d'honorer, de respecter et d'appliquer ses dispositions, car elle constitue l'instrument approprié pour prévenir des actes tels que ceux qui ont motivé l'enquête menée par le Secrétariat général de l'OEA.

4. Dans ce sens, le gouvernement de la Présidente Mireya Moscoso réaffirme la proposition qu'il a présentée au Conseil permanent de l'OEA, le 15 mai 2002, sur la nécessité d'adopter des normes complémentaires qui renforcent l'application de ladite convention.

5. Le Gouvernement panaméen remercie le Secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, pour avoir répondu avec célérité à la demande formulée par les Gouvernements colombien, nicaraguayen et panaméen afin qu'une enquête

impartiale et objective soit menée sur tous les aspects de cette affaire ainsi que l'équipe des enquêteurs, dirigée par l'Ambassadeur Morris D. Busby, qui a fait preuve d'un grand professionnalisme et de beaucoup de diligence. Il se félicite, par ailleurs, des recommandations figurant dans le rapport, auxquelles il accordera toute l'attention voulue afin d'en garantir le suivi.
